

1936

LE COMBAT

De chacun selon ses forces

C.N.T.

SYNDICALISTE

A.I.T.

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

34^e ANNEE - NOUVELLE SERIE - Numéro 202

Version française 0.10 NF. Version franco-espagnole 0.40 NF.

19 Juillet 1962

Poursuivons le combat

Action pro-revolutionnaire

La période des vacances donne lieu, tous les ans, à une diminution caractérisée de la lutte sociale. Ceci se justifie dans la mesure où l'ouvrier, exténué par les cadences qui lui sont imposées tout le long de l'année, n'a qu'une aspiration : aller se reposer quelque part où il pourra oublier toutes les vexations et tous les soucis que lui procure sa vie d'esclave. C'est exactement le moment que choisit le maître pour réviser son plan de campagne et préparer sa réception à la rentrée de septembre. Si vous en doutez, jetez un petit regard en arrière... Sur le plan gouvernemental, nous retrouvons toujours leurs leis austères à nos rentrées de vacances. Les deux mobilisations générales qui eurent lieu, successivement en 1938 et en 1939 se situèrent elles aussi à cette époque.

Le plan économique, c'est l'éternelle poursuite des salaires après les prix, et nous devons nous rendre à l'évidence que cette halte nous est tous les ans fatidique. Aussi le COMBAT SYNDICALISTE restera cette année à son poste de vigilance il va continuer sa lutte tandis que la plus grande partie des ouvriers vont profiter d'un repos bien mérité. Nous restons sur la brèche, mais nous demandons à tous nos militants, sympathisants et amis de ne pas gâcher bêtement leurs vacances et de mettre à profit ce temps de répit qui leur est accordé, pour diffuser nos idées et nos principes autour d'eux, et répéter à tous vents notre idéal de Justice et de Liberté ; en un mot, de continuer le combat. C'est là un devoir envers vous, envers nous tous et un témoignage irrefutable que nous sommes conscients de nos responsabilités et de nos droits.

L'humanité est perpétuellement en état d'évolution. Il existe des périodes où cette évolution s'accroît, où l'individu sent, en lui-même, la nécessité d'une secousse permettant l'écoulement de tout ce qui est nuisible et autorise la mise en place de moyens permettant une vie plus saine. Cette secousse, pour être remuée la testé et autoriser l'espoir de la reconnaissance dans ses entailles, doit être précédée de l'état de pro-révolution nécessaire à l'avènement d'une révolution sévère, sans faiblesse, implacable, bouleversant le régime économique, la domination capitaliste ; permettant au peuple de sortir de sa torpeur, lui donner le souffle vivifiant des révolutions de libération et de nous autorisant les grands élans et les dévouements généreux nécessaires au bien de tous.

La moralité du juste milieu sera surannée dans la révolution de demain. Composé sur les principes de la liberté et de l'égalité serait porter atteinte au bonheur des peuples. L'histoire est là pour enseigner que l'on ne peut composer avec le capital, ses maîtres, ses exploités. En libérant les peuples du capitalisme, la révolution de demain libérera les peuples de tous les oppresseurs qui deviendront des hommes, possédant les mêmes droits que les autres, sans plus.

Une évolution permanente doit élever la majorité des individus à l'état de pro-révolution. Les éducateurs, les dirigeants, leur donner le sens de la fraternité et leur faire réaliser la force qu'ils représenteront dans la révolution libératrice de demain. Le terme de révolution libératrice est employé ici pour faire admettre que bien des révolutions ne sont pas des révolutions de libération, mais des révoltes qui ne font que reconduire les pouvoirs d'oppression existants. La révolution libératrice de demain ne peut et ne doit s'opérer sans pertes humaines inutiles. La volonté des peuples du travail doit pouvoir se manifester pacifiquement et rendre toute résistance armée des représentants du capitalisme inutile. Amener les travailleurs unifiés à faire respecter leurs droits à la vie sera réalisable le jour où, émancipés, ils reconnaîtront que l'union et la force du travail, librement consenties, en font les maîtres de l'humanité pour le bien de tous.

Si l'Etat laisse libre cours à ces expériences qui lui ont assuré sa victoire territoriale et le rattachement de ses cités, il n'encourage pas moins les tentatives de centres ruraux. « Le centre rural » est un dispositif qui groupe les petits villages disséminés dans un cercle de cinq kilomètres de diamètre environ autour d'un noyau administratif.

Une évolution permanente doit élever la majorité des individus à l'état de pro-révolution. Les éducateurs, les dirigeants, leur donner le sens de la fraternité et leur faire réaliser la force qu'ils représenteront dans la révolution libératrice de demain.

Ne laissons pas accroître qu'un antimilitarisme ne possède qu'un seul but et que la fin du militarisme ne ferait plus de lui un ouvrier de la révolution. Le but de tout révolutionnaire anarcho-syndicaliste est de parvenir à collaborer utilement à la révolution et de bénéficier de ses avantages si celle-ci s'accomplit pendant son temps d'existence.

En développant les liens moraux d'individus à individus, étouffés par l'égoïsme enseignant par le capitalisme, qui tire bénéfice de la division des hommes, nous accomplissons la première tâche de la pro-révolution.

Le caractère méritocratique général des examens radioscopiques n'est pas insurmontable. L'optique radiologique ne confère aux pouvoirs résolvants, en dimensions linéaires et en différence d'opacité, de la radioscopie, qu'une valeur extrêmement faible, de l'ordre de 4 millimètres linéaires. Le pouvoir résolvant de la radiophotographie est à peine moindre, alors que celui de la radiographie pulmonaire vraie est élevé, atteignant le tiers ou le demi-millimètre. Il en résulte que les lésions pulmonaires que l'on voudrait détecter, c'est-à-dire des lésions initiales, discrètes parce que peu étendues et faiblement opaques, ne peuvent que demeurer inaperçues.

ISRAEL

L'Etat d'Israël, comme tous les Etats, est né de l'occupation d'un territoire que le peuple juif avait abandonné depuis 2.000 ans, ce qui même en droit capitaliste, ne lui saurait aucune hypothèque. Il n'est pas dans notre intention de faire l'analyse et la critique de cette entreprise raciste fondée sur un droit religieux. Cet Etat existe, et il offre dans son développement, même dans ses origines économiques, une succession d'entreprises économiques qui sont d'un très grand intérêt social. Il s'agit d'un véritable creuset économique, où l'homme s'efforce enfin de réaliser une communauté qui lui assure à la fois la sécurité matérielle et la dignité dans la liberté.

Un rigolo...

Aux Journées d'études des Informateurs catholiques internationales, le père Liège a déploré que dans les dernières années de la vie de saint Jean-Baptiste, il n'y ait eu que des plus pauvres avec celui de la Création ! Tu parles ! Les sorciers ont personnalisé l'absorption Dieu, et ce pauvre curé voudrait que l'on en fasse une démonstration plus sérieuse ! Qu'on l'authentifierait sans doute ? Un farceur ou un rigolo...

Association contre le danger radiologique

ANNEXE N° 1 A L'APPUI DU 15 JUIN 1962

Docteur Pierre Pison, ex-assistant de Radiologie des hôpitaux de Paris, expert près les Tribunaux.

Monsieur Pignero, à Criseno, S. et M.

Monsieur : Puisque vous me demandez à nouveau ce que l'on doit penser de la nouveauté des examens radiologiques dits de dépistage, je vous envoie les réflexions suivantes :

L'International Commission of Radiological Protection, dans sa publication 2 de 1959 traitant de la dose admissible, a précisé que, dans l'ignorance où l'on demeure actuellement encore, des conséquences génétiques réelles et à longue échéance des irradiations générales de l'être humain, chaque individu considéré comme unité parmi l'ensemble de l'humanité, ne doit pas se trouver exposé à absorber, en irradiation générale, une quantité de radiation ionisante qui, accumulée entre la conception et l'âge de trente ans, totale plus de 2 rem. Du fait de l'absence de connaissance numérique assurée, la certitude du risque génétique impose la plus extrême prudence.

LE KIBBOUTZ RELIGIEUX

Dans cette communauté on déclare : « Nous ne pouvons tolérer qu'on cherche à assimiler le matérialisme socialiste à la divine Thora, source impérissable et inaliénable du peuple juif. » Soutenu par des subventions importantes, dirigé par des juifs communistes, ces kibboutz ont atteint une production exemplaire, malgré les désordres techniques engendrés par des superstitions grossières, des pratiques religieuses grotesques qui interrompent les travaux, la culture parallèle de certaines plantes, la traite des vaches certains jours sacrés, etc.

LE VILLAGE COOPERATIF

Cette forme d'exploitation veut être un compromis entre le communisme des premiers kibboutz et l'individualisme de la nouvelle conception. La terre est commune, mais les exploitations individuelles, ce qui rappelle le Mir, ou commune russe, avant la révolution. Au delà du champ et de la maison, tout est commun : l'achat, la vente et la distribution, mais les rendements sont moins importants que dans le kibboutz communautaire.

LE KIBBOUTZ DES FAMILLES

Veut être une synthèse. Le premier essai date de 1929, et, par conséquent, a pu profiter de l'expérience de autres. La vie est privée, le travail et l'exploitation sont communs à chacun selon ses besoins. Chaque famille occupe une maison qui reste propriété communautaire. Elle reçoit un salaire proportionnel à son effort. Pas de potager individuel qui deviendrait bientôt une aspiration capitaliste (ce qui se produit en Russie). Six heures de travail quotidien, neuf journées de travail. Un Comité de travail fixe les tâches journalières. Les arrivants vont plus particulièrement vers cette dernière conception que les jeunes agriculteurs français seraient bien d'étudier, car elle semble répondre à un individualisme raisonnable dans une communauté responsable.

LE STATUTS DE LA C.N.T.

La Confédération Nationale du Travail reposant sur le producteur, garantit à celui-ci la direction de l'organisation des travailleurs.

La Confédération Nationale du Travail fait partie de l'A.I.T. au sein de laquelle elle collabore à l'étude des questions sociales et économiques à l'échelle internationale et avec laquelle elle ouvre pour la libération totale des travailleurs.

La C.N.T. créera ou placera sous son contrôle toute œuvre susceptible de développer l'instruction et la conscience de classe de ses adhérents, d'entretenir la solidarité parmi eux et de resserrer les liens de fraternité qui les unissent.

TITRE II COMPOSITION

Art. 2. — La C.N.T. est constituée par : 1^o Les Syndicats, groupés dans les Unions locales et régionales, et les Fédérations d'industrie ; 2^o Les Unions régionales de Syndicats ; 3^o Les Fédérations d'industrie. Cette association est conçue et organisée sur des bases fédéralistes.

TITRE III ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Art. 3. — La C.N.T. est administrée suivant les directives données et les décisions prises par les Syndicats réunis en Congrès, à l'automne, tous les deux ans.

Art. 4. — Dans l'intervalle des Congrès la C.N.T. est administrée par le C.C.N. Le C.C.N. est constitué par un délégué de chaque Union régionale. Il se réunit pendant le dernier mois de chaque trimestre et extraordinairement, en cas de circonstances graves, sur la décision de la C.A.

TITRE I

Art. 1. — La C.N.T. est administrée par les Syndicats réunis en Congrès, à l'automne, tous les deux ans.

La charte du Syndicalisme Révolutionnaire

Art. 1. — La C.N.T. est administrée par les Syndicats réunis en Congrès, à l'automne, tous les deux ans.

Art. 2. — La C.N.T. est constituée par : 1^o Les Syndicats, groupés dans les Unions locales et régionales, et les Fédérations d'industrie ; 2^o Les Unions régionales de Syndicats ; 3^o Les Fédérations d'industrie. Cette association est conçue et organisée sur des bases fédéralistes.

La charte du Syndicalisme Révolutionnaire

Art. 3. — La C.N.T. est administrée par les Syndicats réunis en Congrès, à l'automne, tous les deux ans.

Art. 4. — Dans l'intervalle des Congrès la C.N.T. est administrée par le C.C.N. Le C.C.N. est constitué par un délégué de chaque Union régionale. Il se réunit pendant le dernier mois de chaque trimestre et extraordinairement, en cas de circonstances graves, sur la décision de la C.A.

La charte du Syndicalisme Révolutionnaire

Art. 5. — Le C.C.N. désigne le nombre d'employés (traducteurs, sténographes, dactylos, etc.), nécessaires au bon fonctionnement de la C.N.T., et fixe leurs appointements.

En cas d'urgence, ce nombre peut être augmenté par la C.A. sous réserve de ratification par le C.C.N. suivant.

Les procès-verbaux de chacune des séances du C.C.N. donneront le nom des régions représentées, excusées et absentes.

Les délégués sont tenus de rendre compte des discussions de ces divers comités à leurs mandants.

La charte du Syndicalisme Révolutionnaire

Art. 6. — Les délégués sont tenus de rendre compte des discussions de ces divers comités à leurs mandants.

La charte du Syndicalisme Révolutionnaire

Art. 7. — Les délégués sont tenus de rendre compte des discussions de ces divers comités à leurs mandants.

ABONNEMENTS : 1 AN
Version française 5 NF.
Version frco-espagnole 20 NF.

★

Rédaction et Administration
Raymond FAUCHOIS
39, rue de la Tour d'Auvergne
Paris (9) • CCP 3724-37 Paris
et 24, r. Ste-Marthe, Paris (10)
Tél. BOT 2202

LECOMBAT

SYNDICALISTE

3 PAGINAS EN ESPAÑOL

PAGINAS SOBRE NUESTRA

FINES DE LA DICTA

El papel que viene desempeñando, desde la iniciación del movimiento, el gobierno ruso, es clarísimo para todos los que no sufren de ceguera.

Pero hay otra circunstancia particularísima que hizo detestar la revolución española al gobierno ruso y a sus mercenarios extranjeros: el espíritu libertario que la inspiró e impulsó, al margen de los partidos políticos y de los círculos diplomáticos.

Ese espíritu es el fruto de un movimiento popular, que en largas y sangrientas jornadas de lucha había hecho de la libertad la meta de todos sus sacrificios, combatiendo decididamente cualquier indicio de dictadura.

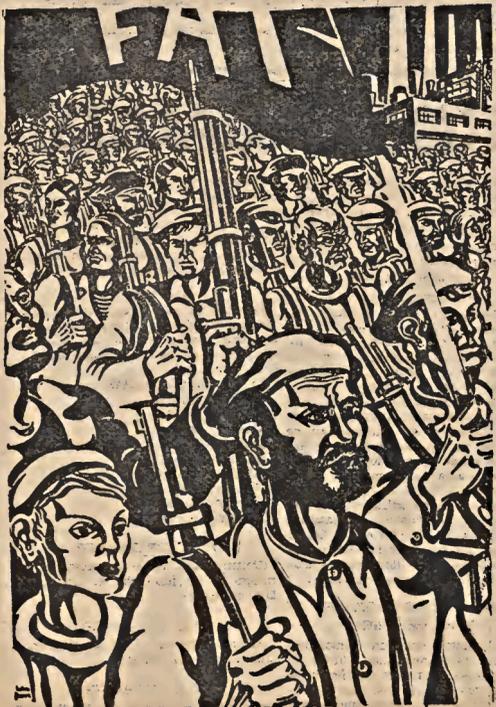
El extraordinario valor moral del socialismo libertario en España, que tiene hoy su expresión en la C. N. T., impulsó, al margen de los partidos políticos y de los círculos diplomáticos, desde los días de la Primera

En este XXVI aniversario

24 de Julio 1942

Asesinato de Juan Peiró

por Juan MANENT



ANTE el aniversario de la memorable fecha del 19 de julio, LE COMBAT SYNDICALISTE no puede faltar a la cita de la emoción y del recuerdo. En España, bajo el ruido de botas y cañones de la infamia victoriosa, están los que rememoran la gesta popular y a sus queridos muertos en silencio. En Francia y por doquiera que marquen su paso nuestro paciente y trashumante exilio, el heroísmo del pueblo español será evocado en la intimidad unas veces, entre amigos otras, en cálida reunión de cinco mil almas cual acostumbra a ocurrir en la ciudad próxima fronteriza de Toulouse.

Ya es un dolor que a cada 19 de julio del destierro tengamos que añadir otro 19 de julio en la misma condición de desterrados. Un aniversario de orden personal, de nacimiento, puede celebrarse satisfactoriamente aun en el declive de la existencia. El 19 de julio no puede conmemorarse en el alborozo ni siquiera con mediana alegría debido a que el pueblo español permanece aplastado bajo la herrada bota del sátrapa Francisco Franco. Otro 19 de julio observado en el extranjero, y en el más profundo de los siglos en los medios protestatarios del Interior, descubre en nosotros carencia de tacto, de arte, de ánimos para el combate; o certifica la existencia de ánimos desvergonzados, pero sustanciales, que recibe del exterior el franquismo, más que conexión e inquebrantabilidad en éste. Cae el XXVI aniversario del magno 19 de Julio, y 26 pedradas que recibimos en la conciencia, pues en dos décadas de sobra cumplidas no hemos podido aprender la conspiración que conduce al éxito, la lección triunfal que nos reivindicó.

Es, pues, en la espera de una mejor y definitiva ocurrencia, por supuesto liberadora, que este año conmemoraremos el famoso 19 de Julio con ánimo de no ocuparnos más del mismo en el extranjero, con deseo ferviente de que en igual fecha del año 1963 podamos celebrarlo calurosamente, libertariamente en tierra española.

No importa el híbrido panorama que las fuerzas antifranquistas del exterior ofrecemos; no

industrial, agrícola y escolar que la puñalada traperera del 18 de julio de 1936 le produjo al país. Pese al ruido de las propagandas oficiales y de las protecciones de Dios, en la Península las sequías y las inundaciones causan más estragos que nunca, persistiendo el analfabetismo, acentuado como siempre. La ganancia de Andalucía, Extremadura, Galicia y Aragón, prosigue desertando sus amados rincones empujada por la miseria, yendo a esconder sus andrajos y a consolar sus estómagos a Madrid, al Norte o al Nordeste de España o en tierras de América de las cuales difícilmente se vuelve. Y se marchan, pobres campesinos, con las letras del abecedario justo en la mollera, pero con título oficial de alfabetizados.

Mentira, pues, que Franco haya triunfado en la segunda parte de su gesta. Que él con sus moros, sus italianos, sus polacos, sus alemanes, sus rumanos y sus irlandeses consiguiera derrotarnos en el campo de batalla, no impide que en el campo de la experiencia no resulte completamente vencido. Ha conseguido amoralizar a las masas, no ilustrarlas; ha logrado un atraso físico de la economía española, no un lentamiento de la misma. Ha pisoteado el sentido de independencia ofreciendo de primeramente España a Hitler y luego a Eisenhower. Y la vendería veinte veces a otros tantos compradores tratando de valorizar su «mercancía» con la voz marchalife de «Antes para usted que para los rusos».

Prácticamente España está reducida; no tiene régimen propio, ni recursos ni crédito moral que la asista. Del mercado común internacional es la dadora por estar falta de elemento de intercambio. Las divisas que se agencia el Banco de España acuden en detrimento del estómago de Juan Hispano, que se ve obligado a renunciar a sus naranjas superiores, a su arroz, a su aceite de oliva inmejorable, a sus patatas y, en general, a los productos industriales y mineros autóctonos que tanto necesita. La industria nacional — más o menos nacional — en activo, está acaparada por señores que se comen, que devoran a España fingiéndose de viria, en realidad sirviéndose de ella. La cultura está abandonada en manos del frailismo y la instrucción popular a partir de 1939 está completamente aniquilada. Nada abunda en Franconia, nada existe que no esté suspendido de un hilo. La estabilidad de Franco es una falsía.

Todo está por empezar en España. La Confederación Nacional del Trabajo, organismo reivindicativo popular, aunque sin presunción de este título legítimo, en 19 de Julio de 1963, podrá haber colocado los cimientos de la reconstitución efectiva.

A poco que estas líneas aparezcan a la luz pública, se habrán cumplido veinte años que en Valencia un Tribunal Militar juzgó y condenó a muerte a nuestro querido amigo y compañero Juan Peiró. Se le fusiló, conjuntamente con otros seis antifascistas más, en el campo de tiro del pueblo de Paterna, el día 24 de julio de 1942, a las ocho y media de la tarde. Sus restos mortales reposan en el cementerio del antes mencionado pueblo valenciano.

De este crimen — como de tantos y tantos miles que cometieron Franco y su régimen — se podrían decir muchas cosas las cuales demostrarían, ante la faz del mundo, que lo que se llama justicia fue burlada, escarnecida y pisoteada por el fascismo español. No desesperemos que un día podremos abrir el Expediente completo y documentado del asesinato de Peiró. Entretanto, y en espera de ello, y para conmemorar el veinte aniversario de su muerte, nos complace dar a conocer cuál era su pensamiento con respecto a uno de los problemas que tenía planteado España durante la guerra-civil. Problema que, si queremos ser justos y sinceros con nosotros mismos y con nuestras ideas hemos de plantearlo en nuestro país — con más gravedad si cabe — el día de mañana una vez todo el tinglado franquista se haya derrumbado para siempre.

Este trabajo de Peiró se publicó en catalán, en el semanario barcelonés «La Rambla», el día 15 de septiembre de 1936, y unos meses más tarde, conjuntamente con otros muchos más que había escrito y publicado en los primeros días de la sublevación militar — los cuales tuvieron una gran resonancia en toda la prensa nacional e internacional — fueron recogidos en un volumen que se tituló «Peiró a la rearguardia». De este libro, pues, traducimos al castellano y lo damos a conocer hoy, el artículo que lleva por título «República Socialista». Son muy pocos los lectores que refieren a los de la nueva generación, que lo conocen. Y creo, además, que es una obligación y un deber dar a conocer el pensamiento de los hombres más representativos de nuestro movimiento.

Decía Peiró: «Al sublevarse contra el Gobierno popular de Cataluña y de España, el capitalismo ha renunciado a todos sus derechos como clase social, y la vieja democracia, último reducto del individualismo económico, tiene que ceder, ahora, vía libre a las aspiraciones colectivistas y socialistas del proletariado, con la sangre del cual serán salvados los valores de la moderna civilización y su contenido moral y humano. Los derechos renunciados por el capitalismo y sus sostenedores, la Iglesia, el militarismo y otras instituciones de clase, son una aportación más a la zona jurídica de las clases verdaderamente productoras de la riqueza social. Para el proletariado, ha llegado su hora de emancipación.

No puede constituir problema el hecho de que la revolución sea obra, además de los partidos de la democracia burguesa, de todos los estamentos proletarios. Precisamente la colaboración aportada por todos los estamentos de la clase obrera y de la pequeña burguesía, hace imposible la presencia de problemas hegemónicos. La obra de todos tendrá que ser la obra para todos. Es evidente que se está formando un mundo nuevo y que éste tendrá que tomar formas concretas, tanto en el aspecto político como en el económico y social. ¿Cuáles serán estas formas concretas?

Predecirlo, es un poco aventurado. Hemos de creer, no obstante, con la honradez de todos, y en reinando este atributo de nobleza y de dignidad, la forma no puede ser nada más que esta: la República Social.

La República Social puede ser interpretada de maneras distintas. Para nosotros, República Social quiere decir, ahora, República federal de tipo socialista. Los hechos ocurridos en las zonas de la economía y de la industria, la misma trayectoria de las actividades y orientaciones de la política de toda España, confirman nuestra prevención.

República, quiere decir «forma de gobierno sin monarquía», es por el mismo, el denominador común de todos los sistemas políticos-sociales. Si es República, el régimen político sometido al sistema capitalista, el régimen republicano acoge características más esenciales y acentuadas, a medida que su sistema económico-social se desplaza del individualismo hacia la colectivización y el comunismo. República es el régimen burgués que se ha liberado de la monarquía, como régimen republicano será la nueva forma de convivencia que plasme el sistema económico-social del comunismo libertario. En esto no hay problema.

Todo el mundo está conforme en la liberación de los municipios de su sumisión al Estado centralista. Nadie quiere, tampoco, que el municipio continúe bajo la tutela de las centralizaciones regionales y de la provincia. El municipio es la expresión de los núcleos urbanos y territoriales con características económicas e intelectuales bien propias y diferenciadas entre sí, y por la misma razón de estas características tan diferentes y tan básicas, cabe que la aspiración general de los pueblos sea un afán por la reivindicación de la personalidad política, jurídica y de la independencia económica de los municipios, lo que quiere decir que la independencia de los pueblos conlleva el enriquecimiento de éstos y pone en juego todos sus valores morales y materiales. Y las economías, cuando son propias, es cuando florecen. Y es cuando los pueblos progresan en todos los órdenes de su vida y es cuando, también, los pueblos se incorporan a las corrientes modernas de la cultura y de las ciencias. La independencia de los municipios es igual a

la independencia de su economía, la cual implica la libre disposición de los pueblos, que nadie como ellos tiene plena conciencia de lo que son y de lo que necesitan.

Esto es una de las partes más fundamentales del federalismo, y con éste tendrán que estar conformes todos los sectores, incluso los socialistas. ¿Socialismo autoritario? ¿Comunismo de Estado? ¿Comunismo libertario? ¿Por qué las tierras de Iberia no han de poder constituir una democracia económica o, si se quiere, un régimen de federalismo económico?

En el orden económico-industrial, pocos o ninguno son los pueblos libres que se basten a sí mismos. Todos se encuentran dentro de un engranaje de interdependencia. El hecho, no obstante, de esta interdependencia de orden económico, no es ninguna razón que se oponga a que cada región, comarca o pueblo establezca, interiormente, el sistema económico-social que más se avenga a su temperamento y a las posibilidades de su propia economía. Que Castilla, Extremadura, Vizcaya y otros lugares de España, por ejemplo, se den un sistema económico-social basado en el socialismo autoritario, no es ninguna razón por que el comunismo libertario no sea objeto de un ensayo en Cataluña, Aragón y Valencia. Si el sentimiento federalista tomara raíces profundas en el alma de todos los sectores proletarios, la diferencia de sistemas económicos no serían ningún obstáculo a las transacciones económicas entre unos y otros pueblos.

Castilla no podría — y ahora menos que nunca — imponer a Cataluña un sistema que no se aviene a su temperamento ni a sus convicciones ideológicas. Como tampoco Cataluña podría imponer a Castilla lo que no está de acuerdo con la conciencia de la mayoría de los castellanos. Este elemental concepto de la libertad nos conduciría seguramente a una transición de orden político; y ya es sabido que, detrás de las transiciones políticas, van siempre también las económicas.

Nosotros, que creemos siempre en la buena fe y la buena voluntad de los individuos, esperamos que la profunda revolución española será encabezada con un sentido de alta responsabilidad y de mutuo reconocimiento de valores. Y en este caso, del cual no dudamos poco ni mucho, el nuevo régimen que se está perfilando, cristalizará en una República Social, en la que el federalismo hará posible la variedad de sistemas económicos-sociales.

De otra manera, no seríamos dignos de la libertad por la cual todos luchamos.»

Que los compañeros, y no compañeros pero hermanos de clase y de lucha por la libertad, sepan — sepamos — sacar las lecciones de todo cuanto vienen de leer del pensamiento del magno compañero Peiró. Y que de ellas, quizás un día no muy lejano, nos veremos obligados a servirnos allá en nuestra tierra ibérica para el bien de ella y para el bien de nosotros todos.

19 DE JULIO DE 1936. - REMEMBER

Los Grandes de la revolución

por Manuel BUENACASA

El 19 de Julio nace. Apenas raya el alba del nuevo día, los facciosos «valientes», milicios y civiles, entran en acción tirando al bulto, y a traición, contra todo ser viviente.

Imposible salir de casa sin exponerse a morir como conejos. Los soldados, que horas después, huirán como liebres, nos tienen sitiados. ¡Mala suerte!

Sobre el asfalto de la gran plaza yacen, sin vida, numerosas víctimas inocentes. El gran crimen — que no quedará impune — se ha consumado. ¿Te acuerdas compañero Caudet? ¿Por dónde andás ahora?

El padre y el hijo dialogan sobre lo que está ocurriendo.

— Oye, padre, ¿va a durar mucho esto?

— El instinto me dice que no... que no puede ser que dure.

En este mismo momento suena, rabiamente, el teléfono.

— ¿Quién llama?

— Escucha viejo, ¿aún vivís? Ya veo que vuestra situación es poco envidiable; no perdáis la tranquilidad, van refuerzos. ¡Salud!

— Pero, ¡chalo!, ¿se puede saber quién eres tú?

— ¿Yo? Soy Cintura Roja, de la F. A. I. y la B.B.I. en verso, bueno, hasta luego. ¿Qué más quisieras?

— ¡Antonio!... ¡Estamos salvados! Nuestros barrios obreros y labradores son ya vencedores; alegrate, hijo, que pronto los tendremos aquí.

En efecto. No ha transcurrido una

hora cuando los refuerzos prometidos llegan... en tromba!, ocupados y apiñados sobre toda clase de vehículos.

El huracán humano de las grandes Revoluciones pasa y repasa sin detenerse ante nosotros. ¿Para qué? Esta simple «táctica» ha bastado para que nuestros sitiadores tomen las de Villadiego, refugiándose en la Universidad.

Antes de salir a la calle, el padre y el hijo esperan un saludo — ¡por lo menos! — del «Cintura Roja» que anuncia nuestra liberación ¡Vana espera!

¿Quién es ese Hombre que nos conoce y no conocemos? Nunca jamás lo sabremos.

Desde luego, ¡un Grande de la Revolución!

Y ya por los Grandes... desconocidos.

El padre y el hijo salen por fin de casa, «para ver lo que pasa».

Lugar de la escena: Calle de Muntaner, esquina a Diputación. Un puesto militar que aguarda la orden «del general repliegue». Tres soldados, un sargento y, en el centro del grupo, una ametralladora.

De un zaguán próximo salen dos Hombreros jóvenes de aspecto pacífico. Repentinamente, uno de ellos saca dos pistolas y, apuntando a la cabeza de los militares — llenos de miedo —, ordena:

— ¡Brazos arriba, que nadie se mueva! (Pasa a la página 2.)



JUAN PEIRO



Le Gérant responsable: R. FAUCHOIS. Imprimerie des Gondoles 4 et 6, rue Chevreul Châteauneuf (Seine)